

Assemblées des États membres de l'OMPI

Cinquante et unième série de réunions
Genève, 23 septembre – 2 octobre 2013

COMPOSITION DU COMITÉ DE COORDINATION DE L'OMPI; ÉLECTION
DES MEMBRES DES COMITÉS EXÉCUTIFS DES UNIONS DE PARIS ET DE BERNE
ET DÉSIGNATION DES MEMBRES AD HOC DU COMITÉ DE COORDINATION
DE L'OMPI

Document établi par le Secrétariat

INTRODUCTION

1. Le Comité de coordination de l'OMPI est composé d'États parmi les trois catégories suivantes :

- i) les membres du Comité exécutif de l'Union de Paris;
- ii) les membres du Comité exécutif de l'Union de Berne; et
- iii) un quart des États parties à la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommée "Convention instituant l'OMPI") qui ne sont membres d'aucune des unions administrées par l'OMPI¹.

Par ailleurs, la Suisse, en qualité d'État hôte, est membre *ex officio* du Comité de coordination².

2. La composition du Comité de coordination est établie tous les deux ans lors des sessions ordinaires des assemblées des États membres (ci-après dénommées "assemblées"). Le mandat des membres actuels du Comité exécutif de l'Union de Paris, du Comité exécutif de l'Union de Berne et du Comité de coordination de l'OMPI vient à expiration à la clôture des

¹ Article 8.1)a) et c) de la Convention instituant l'OMPI.

² Article 11.9)a) de la Convention instituant l'OMPI.

présentes sessions ordinaires des assemblées (23 septembre – 2 octobre 2013). De nouveaux membres devront donc être élus pour chacun de ces comités au cours des présentes sessions des assemblées. Ces nouveaux membres resteront en fonctions jusqu'à la clôture des prochaines sessions ordinaires des assemblées, qui auront lieu en septembre 2015.

3. Le présent document traite de la composition des comités qui doivent être élus et des décisions que les assemblées et autres organes concernés sont invités à prendre en vue d'élire les nouveaux membres des comités.

I. COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNION DE PARIS

4. Composition actuelle. Le Comité exécutif de l'Union de Paris se compose à l'heure actuelle de 42 membres, dont 41 membres ordinaires³ et un membre *ex officio*⁴. Les noms des membres actuels sont soulignés dans la liste n° 1 qui figure à l'annexe du présent document.

5. Restrictions à la rééligibilité. Les membres du Comité exécutif de l'Union de Paris sont rééligibles dans la limite des deux tiers du nombre correspondant au total des membres ordinaires et du membre *ex officio*⁵. Ce nombre s'élevant à 42, le nombre des membres ordinaires élus qui sont rééligibles est de 28⁶.

6. Nouvelle composition. Le Comité exécutif de l'Union de Paris qui restera en fonctions entre la clôture des présentes sessions des assemblées et la clôture des prochaines sessions ordinaires des assemblées devrait compter 43⁷ membres, dont

- i) 42 membres ordinaires, qui doivent être élus par l'Assemblée de l'Union de Paris; des 41 membres élus actuels, 27 sont rééligibles et 14 ne le sont pas;
- ii) un membre *ex officio* (la Suisse).

7. En conséquence, l'Assemblée de l'Union de Paris est invitée à élire, parmi ses membres, 42 États en qualité de membres ordinaires du Comité exécutif de l'Union de Paris; ces 42 États ne doivent pas compter plus de 27 États actuellement membres ordinaires de ce comité.

II. COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNION DE BERNE

8. Composition actuelle. Le Comité exécutif de l'Union de Berne se compose à l'heure actuelle de 40 membres, dont 39 membres ordinaires⁸ et un membre *ex officio*⁹. Les noms des membres actuels sont soulignés dans la liste n° 2 qui figure à l'annexe du présent document.

³ Élus par l'Assemblée de l'Union de Paris (voir l'article 14.2)a) de la Convention de Paris et l'article 3.1) du règlement intérieur de l'Assemblée de l'Union de Paris (document AB/XXIV/INF/2)).

⁴ L'État sur le territoire duquel l'Organisation a son siège (la Suisse) est le membre *ex officio* du comité exécutif (voir l'article 14.2)a) de la Convention de Paris).

⁵ Voir l'article 14.5)b) de la Convention de Paris.

⁶ $42 \times 2 / 3 = 28$.

⁷ Quarante-trois représente le quart du nombre des États membres de l'Assemblée de l'Union de Paris, compte non tenu du reste subsistant après la division par quatre (voir l'article 14.3) de la Convention de Paris). L'Assemblée compte 172 membres, dont les noms figurent dans la liste n° 1 de l'annexe.

9. Restrictions à la rééligibilité. Les membres du Comité exécutif de l'Union de Berne sont rééligibles dans la limite des deux tiers du nombre correspondant au total des membres ordinaires et du membre *ex officio*¹⁰. Ce nombre s'élevant à 40, le nombre des membres ordinaires élus qui sont rééligibles est de 27¹¹.

10. Nouvelle composition. Le Comité exécutif de l'Union de Berne qui restera en fonctions entre la clôture des présentes sessions des assemblées et la clôture des prochaines sessions ordinaires des assemblées devrait compter 40¹² membres, dont

- i) 39 membres ordinaires, qui doivent être élus par l'Assemblée de l'Union de Berne; des 39 membres élus actuels, 26 sont rééligibles et 13 ne le sont pas;
- ii) un membre *ex officio* (la Suisse).

11. *En conséquence, l'Assemblée de l'Union de Berne est invitée à élire, parmi ses membres, 39 États en qualité de membres du Comité exécutif de l'Union de Berne; ces 39 États ne doivent pas compter plus de 26 États actuellement membres de ce comité.*

III. COMITÉ DE COORDINATION DE L'OMPI

12. Règles applicables à sa composition. Le Comité de coordination de l'OMPI comprend les catégories suivantes de membres :

- i) États élus membres ordinaires du Comité exécutif de l'Union de Paris et du Comité exécutif de l'Union de Berne¹³;
- ii) la Suisse, en qualité d'État sur le territoire duquel l'Organisation a son siège¹⁴;
- iii) un quart des États parties à la Convention instituant l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions, et qui sont désignés par la Conférence de l'OMPI¹⁵ et siègent en qualité de membres *ad hoc* du Comité de coordination¹⁶.

13. Les noms des membres *ad hoc* actuels sont soulignés dans la liste n° 3 qui figure à l'annexe du présent document.

[Footnote continued from previous page]

⁸ Élus par l'Assemblée de l'Union de Berne (voir l'article 23.2)a) de la Convention de Berne et l'article 3.1) du règlement intérieur de l'Assemblée de l'Union de Berne (document AB/XXIV/INF/2)).

⁹ L'État sur le territoire duquel l'Organisation a son siège (la Suisse) est le membre *ex officio* du comité exécutif (voir l'article 23.2)a) de la Convention de Berne).

¹⁰ Voir l'article 23.5)b) de la Convention de Berne.

¹¹ $40 \times 2 / 3 = 26,6$; ce résultat, par convention, est arrondi au nombre entier le plus proche.

¹² Quarante représente le quart du nombre des États membres de l'Assemblée de l'Union de Berne, compte non tenu du reste subsistant après la division par quatre (voir l'article 23.3) de la Convention de Berne).

L'Assemblée compte 163 membres, dont les noms figurent dans la liste n° 2 en annexe.

¹³ Voir l'article 8.1)a) de la Convention instituant l'OMPI.

¹⁴ Voir l'article 11.9)a) de la Convention instituant l'OMPI.

¹⁵ Voir l'article 8.1)c) de la Convention instituant l'OMPI.

¹⁶ Par ailleurs, le Comité de coordination comprend, en théorie, tout membre associé du Comité exécutif de l'Union de Paris ou du Comité exécutif de l'Union de Berne, qui siège en qualité de membre associé du Comité de coordination de l'OMPI. La catégorie de membre associé est toutefois devenue redondante (voir les notes 7 et 13 ci-avant, et l'article 2.3) du règlement intérieur du Comité de coordination de l'OMPI (document AB/XXV/INF/2)).

14. Nouvelle composition. Il s'ensuit que le Comité de coordination de l'OMPI qui restera en fonctions entre la clôture des présentes sessions des assemblées et la clôture des prochaines sessions ordinaires des assemblées devrait compter 84 membres, dont

- i) 42 membres ordinaires du Comité exécutif de l'Union de Paris qui doivent être élus par l'Assemblée de l'Union de Paris au cours des présentes sessions (voir le paragraphe 6.i) du présent document),
- ii) 39 membres ordinaires du Comité exécutif de l'Union de Berne qui doivent être élus par l'Assemblée de l'Union de Berne au cours des présentes sessions (voir le paragraphe 10.i) du présent document),
- iii) la Suisse et
- iv) deux membres *ad hoc*, qui doivent être désignés par la Conférence de l'OMPI au cours des présentes sessions¹⁷.

15. *En conséquence, la Conférence de l'OMPI est invitée à désigner, parmi ses membres qui ne sont membres d'aucune des unions, deux États en qualité de membres ad hoc du Comité de coordination de l'OMPI.*

[L'annexe suit]

¹⁷ Les États membres de la Conférence de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions sont au nombre de huit. Leurs noms figurent dans la liste n° 3 en annexe. Le nombre de membres ad hoc du Comité de coordination de l'OMPI qui doivent être désignés par la Conférence de l'OMPI est donc de deux.